

Non à la chape de plomb socialiste !



Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 03 mai 2012

S'il n'était qu'un motif de refuser l'élection de François Hollande, ce serait le sectarisme qui a toujours caractérisé la gauche française.

Malgré les criaileries dont il a été l'objet, notamment l'accusation de vouloir mettre les médias à sa botte, Nicolas Sarkozy, comme avant lui Jacques Chirac, n'a cessé de nommer des gens de gauche à des postes importants. Ce fut d'abord le gouvernement d'ouverture avec Bernard Kouchner, Eric Besson, Fadela Amara, qui suscita des remous compréhensibles dans la majorité. Ce fut le recours aux compétences de Jacques Attali pour l'économie, de Martin Hirsch pour le RSA, de Jack Lang pour la réforme constitutionnelle, ce furent des nominations à des postes clefs, comme Didier Migaud à la tête de la Cour des Comptes, de Philippe Val à France-Inter etc.

La gauche ne fait pas de cadeau

Si l'on excepte le partage forcé des nominations en temps de cohabitation, la gauche ne renvoie jamais l'ascenseur. Un haut fonctionnaire compétent issu de la gauche a toujours l'espoir de trouver un grand emploi sous la droite ; le même, coloré à droite, n'a, c'est bien connu, aucun espoir d'en trouver un sous un gouvernement de gauche.

Qu'en sera-t-il si, François Hollande vainqueur, la gauche contrôle l'Elysée, Matignon, l'Assemblée nationale, le Sénat, 21 régions sur 22, 60 départements, Paris, Lyon, Toulouse, Lille ? Ajoutons que 80 % des journalistes sont à gauche : leur partialité se déchaînant au cours de l'élection présidentielle, en particulier dans les chaînes publiques, qu'en sera-t-il si la gauche est au pouvoir ?

Certains départements, certaines petites villes font l'expérience de ce monolithisme local, les monopoles de la presse régionale aidant : la crainte d'être écarté des marchés publics, de trouver un emploi à la mairie, d'un contrôle fiscal (car il est des administrations qui subissent l'osmose du milieu local : nous connaissons des villes où tout engagement à droite est suivi d'un contrôle fiscal, d'autres où les parquets enterrent systématiquement tout ce qui met en cause les pouvoirs locaux !), tout cela y rend les gens prudents, au point qu'il est parfois difficile de constituer des listes d'opposition !

Que sera-ce si cette chape de plomb est étendue à tout le pays ?

Si François Hollande est élu, ce ne pourrait-être qu'avec l'aide des électeurs du Front national ou du Modem. Savent-ils qu'ils n'ont aucune gratitude à en attendre ? La gauche, c'est bien connu, ne fait pas de cadeaux. Si le vote de ces électeurs s'égaraient fâcheusement au second tour, ils en feraient la cruelle expérience. Et la France avec eux.

Retrouvez tous les articles sur la présidentielle dans notre dossier :